

Cason : le caporal ennemi de Cuba dans l'embaras



Par Nicanor León Cotayo
Tiré de Cubasí

La figure la plus grotesque ayant représenté les intérêts de Washington à la Havane, James Cason, est acculée par la délinquance . Cela arrive au confortable voisinage de Coral Gables, dans le comté de Miami-Dade, où il est maire.

Il avait été baptisé, des années auparavant, par des espaces satyriques de la télévision cubaine, « le caporal Cason ». Depuis 2002 et jusqu'au 15 septembre 2005 il a été chef du Bureau des Intérêts des États-Unis à Cuba.

Mission donnée? Elle a été expliquée à la radio en 2010 par le Sous secrétaire pour l'Hémisphère occidental , Roger Noriega :

Créer les conditions qui favoriseraient une rupture des liens entre Cuba et le gouvernement des États-Unis . Sept jours à peine après son arrivée à La Havane, il a convoqué 17 chefs de groupes locaux achetés par son pays, et leur a offert ce bureau comme lieu de réunions.

Suivant cette ligne et d'autres instructions subversives reçues de Washington, Cason a agi comme un éléphant dans une cristallerie. Maintenant il est maire au luxueux quartier Coral Gables de Miami, un territoire où les délits pullulent.

Le nombre de ceux-ci est tellement élevé, que Cason a demandé à des spécialistes d'autres institutions de les vérifier.

Sous quel prétexte tente-t-il dénaturer cette rude réalité ? En déclarant que « les habitants veulent voir plus de policiers dans les rues ». Pourquoi se plaint-il justement maintenant?

Après l'assassinat dans le voisinage de Ferguson d'un jeune noir, tué par balle par un policier, scandale raciste qui a fait beaucoup de bruit et qui est à l'origine des voix qui se lèvent même au Congrès pour réclamer la diminution de la militarisation de leurs localités. James Cason a profité de l'occasion pour réitérer avec véhémence son appui inconditionnel au blocus étasunien contre Cuba.

Il a de nouveau à buter sur la même pierre, et il le fera encore le mois prochain, lorsque, comme chaque année depuis 1992, l'Assemblée Générale de l'ONU condamnera cette politique et exigera sa fin.

Ce lundi, un journaliste du Diario Las Américas, José Pernaleté, s'est fait écho de ses propos:

« Lever l'embargo ne va pas aider le peuple cubain », « il n'y a aucun blocus » (...) « tout est une farce. Le but de la propagande en faveur de la levée par les États-Unis de l'embargo de Cuba est que nous octroyions des crédits au gouvernement des Castro ».

Depuis 1992, chaque année l'Assemblée Générale des Nations Unies rejette cette politique et exige d'y mettre un point final.

En 2013, 188 des 193 pays membres de l'organisme mondial ont voté pour et deux contre : les États-Unis et Israël.

Il faut souligner que parmi ceux qui ont voté contre le blocus, il y a des gouvernements membres de l'OTAN et alliés de Washington.

Ce dernier, comme James Cason a buté de nouveau sur la même pierre, en votant de nouveau du côté des perdants.

(Tomado de Cubasí)



Radio Habana Cuba